COLL.8°
468
1944-1à8

DÉPOT
ANNEXE

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

000494710

1944
Coll. 8°
468
-8-

PUBLICAIN RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE

e : 1, Place de Valois, Paris (1er arrondissement)

DÉPOT
ANNEXE

PETIT CONGRÈS

des 19-20 et 21 Décembre 1944

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

DISCOURS

Monsieur Louis SAILLANT

Président

du

Comité National de la Résistance

Coll. 8° 468 (1944-8)

125304

— J'ai bien l'impression de remplir en ce moment un devoir de reconnaissance et je dirai tout à l'heure que cette reconnaissance va vers un homme, puis vers un idéal et vous verrez qu'au travers de cet homme, au travers de cet idéal, c'est le Parti républicain et radical-socialiste qui se sentira visé.

Le président du Conseil national de la Résistance, venu saluer le premier congrès du Parti radical après la libération de notre territoire, voilà qui peut surprendre et paraître osé alors qu'on jette les yeux vers l'avenir et qu'on semble vouloir faire, d'une façon totale et absolue, table rase du passé. Est-ce une gageure ?

Mon ami et collègue Rucart vient de vous indiquer dans quelles conditions nous avons fait tous deux connaissance. C'était en mai 1943. Nous siégions non loin d'ici, à la première séance du C.N.R. J'étais alors sous l'impression d'un voyage que je venais de faire dans une ville du centre de la France, j'avais voyagé pendant trois nuits consécutives car j'étais parti de Paris quelques jours auparavant pour me rendre, par Montluçon, à Evaux. J'étais porteur de messages et j'allais en chercher. J'apportais au secrétaire général de la C.G.T., Léon Jouhaux, qui était interné à Evaux, un message de ses camarades de la Confédération générale du Travail et je n'avais voulu laisser à personne le soin de courir les risques d'aborder la maison d'internement d'Evaux.

Parmi les délégués de la Confédération Générale du Travail qui s'étaient réunis et qui m'avaient confié cette mission, il y en avait un qui s'appelait M. Vivier Merle, militant de l'Union des syndicats de la région parisienne, ami personnel d'Edouard Herriot, et qui m'avait demandé d'essayer, non pas d'approcher, car c'était impossible, mais de faire approcher Edouard Herriot qui était dans le même établissement d'internement que Léon Jouhaux. Ils avaient l'occasion de se voir tous les deux deux fois par semaine et les renseignements qui nous parvenaient nous apprenaient que ces deux militants de la République et de la démocratie trouvaient, dans ces rencontres, la force de gagner en confiance et de tenir en face de l'adversité.

J'arrivai à Evaux de bon matin, trop tard hélas ! Une voiture de la Gestapo était déjà venue prendre le président Herriot et avait également emmené le secrétaire général de la C.G.T. Léon Jouhaux. Nous devions rester très longtemps sans avoir de leurs nouvelles. Mais dans cette communauté du sort, dans cette communauté de situation qui était faite à ces deux hommes, n'y avait-il pas comme une sorte de préfiguration à la rencontre qui devait être la nôtre, n'est-ce pas, Rucart, lorsque

nous nous sommes trouvés ensemble à la première séance constitutive du Conseil national de la Résistance ?

Ainsi, le message que j'apportais à Edouard Herriot, c'est à vous que je l'apporte. Oui, j'oublie un instant que je suis président du C.N.R. et que je redeviens secrétaire de la C.G.T., le secrétaire de la classe ouvrière qui va toujours vers les hommes qui sont pour la démocratie et pour la République, car il n'est pas de progrès social et de droit syndical sans démocratie et sans République. (*Vifs applaudissements.*)

Une autre raison que j'ai de me sentir à l'aise parmi vous — et c'est à partir de ce moment que j'accomplis une dette de reconnaissance à votre égard — c'est que notre première séance du Conseil national de la Résistance était présidée par un homme que nous aimons, regrettons et vénérons, celui que nous avions appelé Max, que nous continuerons d'appeler Max. Certains d'entre vous le connaissent, c'était un membre du Parti radical-socialiste et il a été le premier président du Conseil national de la Résistance. (*Vifs applaudissements.*)

Et puis, le premier secrétaire général du Conseil national de la Résistance — il l'est toujours — mon plus proche collaborateur, c'est Pierre Meunier, membre du Parti radical-socialiste. (*Applaudissements.*)

Vous voyez que vous n'êtes pas loin du Conseil national de la Résistance, vous voyez que le Parti radical-socialiste est à l'intérieur du Conseil national de la Résistance et, si j'ose dire, vous avez presque tenu dans vos bras ce Conseil national de la Résistance. (*Applaudissements.*)

Et lorsqu'il a fallu faire l'unité entre les hommes de ces différents partis, de ces différents mouvements, de ces organisations syndicales, sur quoi était-il possible de la réaliser ?

Ces hommes qui n'étaient entrés dans la Résistance au départ qu'à la suite de leur réaction patriotique contre la défaite — manifestation patriotique pure parmi les plus pures qui se puissent rencontrer dans l'existence d'un homme — ces hommes, qu'est-ce qui pouvait les unir le mieux, qu'est-ce qui pouvait créer le fondement de leur idéologie, le point commun idéologique entre eux ?

Mais c'est ce qui a toujours été la raison d'être du Parti radical-socialiste : la défense de la République qu'on venait de renverser. (*Vifs applaudissements.*)

On m'a indiqué, ce matin, que je rencontrerais des visages sévères dans ce congrès du Parti radical-socialiste. On m'a dit que j'y trouverais un peu d'austérité. (*Non ! non !*) Bien sûr ! je savais que ce n'est pas cela que j'y rencontrerais.

On m'a dit aussi qu'il y aurait peut-être ici, vis-à-vis du Conseil national de la Résistance, non pas de l'hostilité, mais de la retenue. Eh bien, je vous dis, moi, ne vous retenez pas vis-à-vis du Conseil national de la Résistance ! Il n'est pas vôtre, c'est certain. Mais vous y avez une telle place, et par

vos hommes, et par l'esprit qui vous anime, que l'union est bien complète entre nous. (*Applaudissements.*)

Quant à l'action journalière du Conseil national de la Résistance, il y a évidemment dans ce groupement des éléments nouveaux, des forces nouvelles qui sont nées pendant les quatre années que nous venons de vivre. Pouvait-il en être autrement ? Mais, si je me hasarde à faire une incursion dans ce que sera la conclusion de votre congrès, croyez-vous que votre Parti lui-même, après les événements que nous venons de traverser, sera l'image exacte de ce qu'il était au début de cette guerre ? Ne sommes-nous pas dans une période où rien ne reste identique au passé, où tout demeure semblable à l'idéal qui nous a toujours animés ? (*Applaudissements.*)

Si la France peut se permettre de briller en 1944 avec autant d'éclat, après avoir été aussi terne en 1940 et en 1941, c'est qu'il s'est constitué dans la clandestinité d'abord, et au grand jour ensuite, une heureuse association entre tout ce qu'il y avait de bon, de pur, d'indispensable dans les forces intérieures de la République et de la démocratie ; c'est que leur cœur battait d'un sang nouveau que leur avait donné la réalité impitoyable de la défaite.

Pourquoi avons-nous été résistants ? Nous l'avons été parce que nous ne pouvions accepter ce régime qui s'installait dans notre pays avec l'appui d'une puissance étrangère, c'est exact ; mais c'est aussi parce que ce régime portait en lui la suppression d'un certain nombre de droits qui demeurent essentiels pour nous et que résument ces trois mots : Liberté, Egalité, Fraternité. (*Applaudissements.*)

Ces jeunes fils de France qui eurent la chance de n'être pas faits prisonniers en 1940, qui se trouvèrent désemparés en juillet et en août 1940 lorsqu'ils ouvrirent les yeux sur le spectacle qui s'offrait à eux d'une vie incomplète, désaxée, d'une France sans stabilité, pourquoi entrèrent-ils dans la Résistance, pourquoi y firent-ils leurs premiers pas, pourquoi se dirent-ils résistants ? C'est parce qu'ils avaient été élevés à une école, l'école laïque de la Troisième République (*Vifs applaudissements*), l'école qui leur avait donné cette instruction primaire et élémentaire, peut-être, mais où ils avaient trouvé, précisément dans son expression primaire et élémentaire, toutes les formules permettant à un homme d'être un citoyen et de se réclamer des Droits de l'homme et du citoyen. (*Nouveaux applaudissements.*)

C'est pour cela, permettez-moi de vous le dire, que le président actuel du C.N.R., alors qu'il portait encore l'uniforme en juillet 1940, s'inscrivait déjà comme militant de la Résistance qu'il a soutenue et développée ensuite à travers le pays. J'ajoute qu'au cours des voyages qu'il a faits à travers la France, dans les grandes manifestations auxquelles il a été appelé à participer, et quelques-uns d'entre vous qui ont été

à mes côtés ou qui m'ont rencontré dans ces réunions depuis trois mois dans les grandes cités françaises peuvent en porter témoignage, jamais un seul instant, vous m'entendez, le président du C.N.R., lorsqu'il veut justifier la raison d'être de ce groupement, n'oublie de dire que la République a trop souffert, qu'elle a été trop atteinte pour que le C.N.R., qui a été d'abord et qui reste avant tout un Conseil national républicain, cesse de monter la garde autour de la République française. (*Vifs applaudissements.*)

Qu'on reprenne le programme du C.N.R. ! Je me retourne vers les vieux militants du Parti radical-socialiste. Vous verrez que votre programme de 1900 ou de 1905, qui a permis de gagner la guerre de 1914-1918, n'a pas tellement vieilli puisqu'on y retrouve, je ne dis peut-être pas mot pour mot, mais dans ses principes essentiels, que ce soit sur les plans économique, social ou civique, les fondements mêmes du programme qu'au C.N.R. — n'est-ce pas, Pierre Meunier ? — nous avons élaboré dans la clandestinité. (*Vifs applaudissements.*)

Aussi, je vous le demande, pourquoi le président du C.N.R. aurait-il été inquiet ? Pourquoi aurait-il hésité à venir saluer le Parti radical-socialiste réuni en congrès ?

On parle parfois de divorce entre la Résistance, les forces neuves de la Résistance, et le pays. De quel divorce peut-il s'agir ? Je me méfie, quant à moi, de tout ce qui met l'accent avec une certaine insistance sur les divorces éventuels entre les Français. Je suis encore dans un état d'esprit tel que je tends spontanément la main en fermant les yeux à quiconque affirme la nécessité de l'unité entre les Français dans la période présente et, lorsqu'on parle devant moi de la distinction à faire entre ceux-ci et ceux-là, je demande à voir ce qui pourrait éventuellement les diviser, si c'est consistant, si cela répond à quelque chose de réel, à un but qu'il faut atteindre.

Nous venons de tenir l'assemblée nationale des comités départementaux de la Libération. Elle a été particulièrement importante et émouvante. Le Parti radical-socialiste a eu pendant de nombreuses années le privilège et l'honneur de représenter les classes moyennes et plus spécialement les populations rurales de ce pays. Je demande la permission à nos camarades des comités départementaux de la Libération qui suivirent nos assises et qui sont dans cette salle — j'en aperçois quelques-uns — de dire en leur nom que l'assemblée nationale des comités départementaux de la Libération était composée de représentants des classes moyennes et, pour une grande partie, de représentants des milieux ruraux. C'est ce qui explique d'ailleurs les conclusions auxquelles est arrivée cette assemblée, qui a demandé au C.N.R. d'organiser pour le mois de juillet prochain les états généraux de la Renaissance française. Le C.N.R. a accepté cette proposition. Nous préparons donc et nous convoquerons à Paris les états généraux de la Renaissance française, avant-garde de cette Assemblée cons-

tituante dont les membres, élus au suffrage universel, seront les mandataires de la nation. Ces états généraux de la Renaissance française feront entendre la voix de la population française active, celle qui vit de son travail, la paysannerie, les travailleurs de l'usine, les ingénieurs, les techniciens, les patrons, les ouvriers, les intellectuels. Ce sont eux qui viendront siéger dans ces états généraux.

Est-il possible de concevoir un programme de rénovation de la France, de renaissance de la grandeur française, qui s'établirait encore sur des distinctions continuelles entre les intérêts de certaines couches sociales de notre population ? Non, n'est-ce pas ! Pour aller vers les sommets de la grandeur française, ne pensez-vous pas que la meilleure façon d'exprimer l'intérêt général, c'est-à-dire l'intérêt national, c'est de confier à une large assemblée où toutes les couches sociales vivant du produit de leur travail seront représentées, car c'est le travail qui doit être à la base de la renaissance de notre pays, le soin de dire quelles sont vos aspirations, et par conséquent quels sont vos droits ? (*Applaudissements.*)

Tel est le programme du C.N.R. Les six mois qui nous séparent de la réunion de ces états généraux devront donc être six mois d'union, six mois de travail fécond et d'union commune, au cours desquels toutes les possibilités d'unité entre les Français s'affirmeront.

Au reste, n'aurons-nous pas entre temps d'autres occasions de trouver des motifs supplémentaires de maintenir cette unité, cette union ?

Beaucoup de Français et de Françaises croyaient qu'après les grands succès militaires de l'été dernier c'en serait terminé de la guerre à la Noël, au 1er janvier. On se rend compte depuis quarante-huit heures que le colosse allemand, s'il a été atteint, n'est pas encore terrassé et qu'il a des réactions. Ce sont peut-être les dernières ; nul ne le sait. Ce que nous savons en tout cas au C.N.R., c'est qu'il est temps de sonner le réveil de toutes les énergies françaises (*Vifs applaudissements*) pour que cette guerre se termine avec la participation active de la France par une mobilisation totale de son industrie, de son agriculture, de ses jeunes classes. (*Nouveaux et vifs applaudissements.*)

Cela, c'est du jacobinisme le plus pur, me semble-t-il. C'est ainsi qu'il faut regarder les situations en face lorsqu'elles apparaissent difficiles. Je suis convaincu qu'au cours des mois qui viennent il faut que partout, dans nos communes rurales comme dans nos cités industrielles, le tambour fasse retentir ses roulements qui appellent les jeunes républicains, les petits soldats de l'armée de la République aux heures glorieuses où la patrie a besoin de tous ses fils pour la défendre. (*Vifs applaudissements.*)

Y a-t-il un seul membre de votre Parti qui restera sourd à cet appel ? Non, j'en suis convaincu. Aux grandes heures

de son histoire, et c'est ce qui fait sa grandeur, la France a toujours fourni la démonstration que, lorsque le drapeau flotte au vent et que des hommes audacieux qui ont confiance en leurs concitoyens leur demandent de se grouper derrière lui, la population répond toujours à leur appel. Elle marche, elle va de l'avant, parce que le drapeau tricolore, qui est le drapeau de la République, a toujours mené la France à des victoires grandioses. (*Vifs applaudissements prolongés. L'assemblée fait une chaleureuse ovation à M. Louis Saillant.*)

M. le président. — La parole est à M. Valet.

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

I. P. — 16, rue du Croissant, Paris. — E. DELION, imprimeur.